

PETITION

ENSEMBLE, AGISSONS POUR LA PAIX EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Le 6 mars 2003, l'Accord de Pretoria permettant le démarrage de la transition en RDC a été signé par le gouvernement de Kinshasa, les « rébellions » du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et du Mouvement pour la Libération du Congo (MLC), l'opposition politique intérieure, et la Société civile, à Pretoria en Afrique du Sud. Et début avril 2003 l'accord sur les modalités de partage du pouvoir a été ratifié par les principaux protagonistes du conflit, à l'issue des pourparlers de paix de Sun City, en Afrique du Sud. La voie diplomatique a prouvé qu'elle pouvait mettre fin à la guerre en RDC par ces récents progrès accomplis sur la voie de la paix et de la relance du processus de démocratisation.

Néanmoins ce processus reste très fragile, car « en dépit des nombreux accords de paix, le carnage se poursuit, sous le regard de la communauté internationale »¹. De plus, plusieurs voix s'élèvent pour affirmer que le véritable enjeu du processus de paix n'est pas la formation d'un Etat de droit, mais le contrôle des ressources naturelles de la RDC. Par ailleurs, selon le treizième rapport du Secrétaire général sur la MONUC, Conseil de Sécurité des Nations Unies, du 21 février 2003 paragraphe 55, p.17 : « Plusieurs commissions d'enquête ont démontré que la guerre en RDC, malgré ses horreurs innombrables, profitait à certains. Au moment où une issue à la crise congolaise paraît réalisable, il faut s'attendre à ce que ceux qui tirent profit de l'absence d'Etat et de l'absence de respects des droits fondamentaux fassent tout leur possible pour bloquer le processus de paix et la mise en place du gouvernement de transition. »

Pendant que des conflits de pouvoir et des enjeux économiques se jouent, des civils sont tués de manière délibérée et arbitraire, torturés, violés ou contraints à fuir leur foyer. Selon les estimations d'avril 2003 de l'ONG américaine IRC (International rescue committee), la guerre a occasionné près de 4,7 millions de personnes, plus de 2 millions de réfugiés, et plus d'un million de personnes déplacées sur le territoire de la RDC.

Des ONG internationales² qui travaillent sur le terrain en RDC dans les domaines de l'aide humanitaire, des droits humains, du développement et de l'éducation civique se mobilisent pour demander à l'Organisation des Nations Unies et aux pays influents d'intensifier leurs appuis au processus de paix. **La communauté congolaise du Luxembourg** se joint à cette requête. Nous sommes conscients qu'il est urgent et important d'agir maintenant et ensemble.

Nous sollicitons le concours de **Madame la Ministre des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur, Lydie Polfer**, afin qu'elle porte notre voix auprès des instances compétentes et demande :

- ▶ le renforcement de la Mission d'observation de l'ONU pour le Congo (MONUC), afin de vérifier le retrait effectif des troupes étrangères et l'arrêt de tout soutien étranger aux groupes armés et aux rébellions congolaises, mais aussi afin de veiller effectivement au cessez-le-feu, et à la protection des populations civiles;

¹ Amnesty International, *République démocratique du Congo. Nos frères qui les aident à nous tuer...*, Rapport de2003.

² Alternatives, Avocats Sans Frontières/Belgique, CARE International, Catholic Relief Services, Christian Aid, Concern, COSI, Développement et Paix, Diakonia, GRET, International Human Rights Law Group, Oxfam-Québec, Save the Children (UK)

PETITION

ENSEMBLE, AGISSONS POUR LA PAIX EN REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO

- ▶ l'aide à la constitution d'une police nationale en Ituri composée de membres de toutes les ethnies, formée et encadrée par la MONUC dans les actions de patrouille ;
- ▶ aux Composantes et Entités du Dialogue intercongolais qui ont adopté les résolutions de Sun City et signé les accords de Pretoria : d'appliquer les dits accords pour soulager le plus rapidement possible les populations civiles qui ont beaucoup souffert ; de permettre la libre circulation des personnes et des biens afin de favoriser la réconciliation et la relance de la vie économique et des initiatives de développement.

Nous sollicitons également le concours de **Monsieur le Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense, Charles Goerens**, afin qu'il intensifie l'aide humanitaire déployée en RDC.

L'arrêt des combats, le retour à la paix et à la sécurité, la fin de l'impunité, la réconciliation entre les communautés et les pays de la région des Grands-Lacs sont des préalables indispensables à toute entreprise de développement durable.

ENSEMBLE PEUT-ETRE POURRONS- NOUS AIDER NOS MORTS A TROUVER LA PAIX
ET PERMETTRE A NOS SURVIVANTS DE RETROUVER L'ESPOIR.

Pour en savoir plus sur la situation en RDC, veuillez consulter les rapports suivants : [On the precipice : the deepening human rights and humanitarian crisis in Ituri](#) (en cours de traduction en français)
République démocratique du Congo. [Après l'assassinat, des meurtres par l'État...](#)
République démocratique du Congo. [Le commerce du diamant dans les régions de la RDC tenues par le gouvernement](#)
Mortality in the Republic Democratic of Congo: Results from a Nationwide Survey : <http://www.theirc.org/mortality/>
Les liens sont disponibles sur le site <http://www.alternatives.ca/>

Les signataires de la pétition

NOM + PRENOM	ADRESSE	VILLE	SIGNATURES

